

**Zeitschrift:** Bulletin des Schweizerischen Elektrotechnischen Vereins, des Verbandes Schweizerischer Elektrizitätsunternehmen = Bulletin de l'Association suisse des électriciens, de l'Association des entreprises électriques suisses

**Herausgeber:** Schweizerischer Elektrotechnischer Verein ; Verband Schweizerischer Elektrizitätsunternehmen

**Band:** 71 (1980)

**Heft:** 24

**Rubrik:** Pressespiegel = Reflets de presse

### **Nutzungsbedingungen**

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

### **Conditions d'utilisation**

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

### **Terms of use**

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

**Download PDF:** 05.02.2025

**ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>**



Umgekehrt kann man bereits hören: Bergkantone nützten die Bewohner und Besucher aus Unterlandkantonen aus. Mal ganz abgesehen von den ins gute Tuch gehenden Preisen für Skilifte und Bahnen, stelle man Ungereimtheiten fest. So etwa, wenn gewisse Bergstrassen, für die auch Bundessubventionen bezahlt wurden, nur den Einheimischen offen und für Fremde gesperrt seien, die mit ihren Steuergeldern auch daran bezahlt hätten und nun gezwungen seien, die Luftseilbahn zu benutzen, wenn sie sich in die gesunde Höhe begeben wollten.

Eigentlich wäre ja alles in bester Ordnung und per Saldo aufgehend, wenn der eine den andern ausnützt und der andere am einen verdient.

Die richtig beglichenen Rechnungen machen laut französischem Sprichwort gute Freunde: Wenn keiner dem andern etwas schuldig ist und bleibt. Das weiss auch ein Freund von mir, der einem Handwerker auf die Frage, wieviel er auch verlangen solle für eine Reparatur, antwortete: So viel, dass es beide genug dünkt!

«Der Högger», Zürich, 31. Oktober 1980

### Economies d'énergie:

#### Vaud n'est pas le dernier des cantons romands

C'est une fort intéressante conférence-débat que le Club d'Efficiencia de la Suisse romande avait organisée mercredi soir à l'Aula de l'EPFL à Lausanne sur les économies d'énergie, leurs espoirs et leurs limites dans les cantons romands.

Cette rencontre fort animée a permis, grâce au délégué du gouvernement vaudois à l'énergie, M. Berthoud, une approche à l'échelle romande de ce qui se fait dans ce domaine. Et manifestement, même si le public n'en aperçoit guère les effets, il se fait beaucoup de choses. Il est à cet égard symptomatique de constater que tous les cantons romands ont un office ou un délégué à l'énergie. Plusieurs (Vaud, Neuchâtel, Tessin et Berne) ont une législation ad hoc en vigueur ou sur le point de l'être. Tous appliquent des mesures particulières d'économies d'énergie sur les bâtiments appartenant à l'Etat.

En ce qui concerne la collaboration intercantonale, une étude est entreprise sur le plan romand pour la mise sur pied d'un enseignement supérieur spécialisé dans le domaine de l'énergie. Il est peu probable toutefois que puissent être envisagées à l'échelle romande des conceptions et des réalisations communes dans ce domaine, tant les conditions de chaque canton sont spécifiques. C'est ainsi que la situation du Valais, qui a pris une position en pointe en la matière, poussé par le prochain retour aux communes des concessions des forces hydrauliques, ne saurait être comparée à aucune autre. Pas plus que celle de Genève, sis au confluent d'arrivées de différents flux énergétiques ne saurait être comparée à la situation vaudoise.

Pour en arriver au canton de vaud, précisément, M. Berthoud tient à souligner les nombreux efforts concrets entrepris par l'Etat dans le domaine du solaire (Ferme de Marcellin. Centre thermal de Lavey, nouveau bâtiment de la Conservation de la faune, hôpital de Château-d'Oex), du biogaz (les quatre fermes de l'Etat seront équipées d'installations de ce type) ou de la récupération de chaleur (Palais de Beaulieu).

Pour le spécialiste du solaire qu'est M. Guex à l'EPFL, toutefois, les débats sur les économies d'énergie durent trop longtemps, on entretient trop de contradictions et il conviendrait de modifier l'approche du problème. M. Guex se montre malgré tout relativement optimiste en faisant remarquer que pour couvrir tous nos besoins en chauffage et en eau chaude il faudrait 530 km<sup>2</sup> de capteurs, ce qui ne représente qu'un petit peu moins que la surface de notre réseau routier. Il y a pour l'instant environ 50 000 m<sup>2</sup> de capteurs solaires en Suisse et 60 installations de biogaz. M. Guex tient encore à souligner l'avenir des cellules photovoltaïques, coûteuses pour l'instant mais qui pourraient produire le kWh à 12 centimes d'ici 1990, soit un prix largement compétitif.

M. Enderlin, architecte, a apporté quant à lui le point de vue du praticien, pour affirmer que la LCAT ne permet pas de donner un élan suffisant au solaire et que le projet de révision ne va pas assez loin en ce sens. Il faudra surtout que les communes se montrent plus compréhensives qu'elles ne le sont pour l'instant vis-à-vis des installations solaires.

Du débat qui suivit, on retiendra que le problème des économies d'énergie est d'une formidable complexité. Complexité technique tout d'abord, pour celui qui souhaiterait s'équiper d'installations adéquates, complexité politique et institutionnelle surtout, tant est vaste le champ d'activités que ce problème concerne.

«Gazette de Lausanne», Lausanne, le 28 novembre 1980

### Le gaz de Gribouille

Des contrats colossaux sont en cours de négociation entre l'Union soviétique d'une part, les Etats-Unis et plusieurs pays d'Europe occidentale (dont la Suisse) d'autre part, pour la construction d'un gazoduc de 5000 kilomètres conduisant des champs de gaz de Sibérie occidentale (juste derrière l'Oural) à l'Allemagne fédérale, et pour la vente aux pays européens contractants de 40 à 45 milliards de mètres cubes de gaz dès 1986.

L'ensemble de cette opération devrait coûter de 18 à 26 milliards de francs suisses. Mannesmann (RFA) fournirait les tubes, AEG-Telefunken et Salzgitter (RFA) les compresseurs (au taux d'un tous les 120 kilomètres), le tout financé à 100 % par un consortium de banques allemandes; Caterpillar (Etats-Unis), quant à lui, vient de recevoir du Gouvernement de Washington l'autorisation de fournir aux Soviétiques, pour réaliser le travail, deux cents machines poseuses de tubes, d'une valeur de 1 milliard 700 millions de francs suisses.

Comment ne pas éprouver le sentiment que, pendant que les délégués à la Conférence de Madrid sur la sécurité européenne jouent aux billes, se chamaillent et amusent la galerie, les affaires sérieuses, celles qui vont décider du cours même de nos vies nationales, sont discutées ailleurs, dans des salles de réunion discrètes, que n'encombrent ni les caméras, ni les micros, ni, bien sûr, les journalistes?

Lorsque le gazoduc sera en service, l'URSS fournira, grosso modo, le quart du gaz qui sera consommé en Europe occidentale. Les entreprises américaines et européennes qui ont tout à gagner à l'affaire expliquent qu'ainsi notre continent pourra heureusement réduire sa dépendance à l'égard du pétrole proche-oriental.

Peut-être – et encore faudrait-il le vérifier, car une économie en croissance, même modeste, a besoin de quantités absolues d'énergie plus grandes – mais le bon sens indique qu'au mieux nous dépendrons moins du Proche-Orient pour dépendre davantage de l'Union soviétique, que nous échapperons à Charybde pour nous jeter dans Scylla.

Certains diront même, et ils n'auront pas entièrement tort, que l'Europe occidentale, en s'engageant dans cette voie, avec l'aide active des Etats-Unis, met volontairement sa tête sur le billot soviétique.

On sait que l'Occident a toujours hésité entre deux politiques générales à l'endroit de l'URSS. L'une consistant à essayer de l'affaiblir ou, en tout cas, l'empêcher de prendre trop de forces. L'autre misant sur une imbrication extrême des économies de l'Occident et des pays communistes, dans l'idée que l'interdépendance exclut toute bellicosité des partenaires.

Pour notre part, nous avons toujours plaidé pour une assez grande restriction dans les relations économiques avec l'URSS: il nous paraît en effet dangereux de donner à ce géant encore assoupi les moyens de se réveiller, ce dont les Européens seraient en tout état de cause les premiers à souffrir. D'autant que les imbrications économiques n'ont jamais empêché aucune guerre, ni aucune action dite irrationnelle: voyez l'Iran. Et que l'URSS, parce que son économie est encore sous-développée, son système politique rudimentaire, a une capacité de supporter les avanies, les ruptures de fourniture, bien plus grande que les économies délicates et complexes des pays occidentaux.

On peut bien sûr penser autrement. Ce qui nous apparaît dangereux, cependant, parce que marque criante de faiblesse, c'est de changer sans cesse de théorie, de doctrine, en fonction d'intérêts immédiats. De dire, un jour, qu'il faut frapper l'URSS d'embargo jusqu'à ce qu'elle s'amende. Et, le jour suivant, l'aider à développer ses ressources énergétiques. C'est là une incohérence de Gribouille, lequel, on le sait, finit toujours par souffrir de sévères ennuis.

Claude Monnier

«Gazette de Lausanne», Lausanne, le 20 novembre 1980

## Selbst mit Strom versorgen

Wie schon beim Vernehmlassungsverfahren über das KKW Kaiseraugst haben die beiden Halbkantone Baselland und Basel-Stadt sowie auch der Kanton Jura die Notwendigkeit für den Bau des KKW Graben abgelehnt. Dies obwohl auch in den Gemarkungen dieser drei Kantone wie überall im Schweizerland und auch im Ausland der Bedarf an elektrischer Energie stets im Steigen begriffen ist. Mit Sparen allein und auch mit anderen sanfteren Technologien kann der zu erwartende Mehrbedarf, wie erwiesen ist, nicht zur Verfügung gestellt werden, dies um so weniger, als für diese Technologien elektrische Energie erforderlich ist.

Daraus ist zu folgern, dass die beiden Basel und der Jura den anderen Schweizer Kantonen zumuten, für ihren künftigen Mehrbedarf sich als Standortkantone zur Verfügung zu stellen. Nachdem die Wasserkräfte für grosse Produktionswerke ausgebaut sind, scheint mir die Zeit gekommen zu sein, dass in Zukunft jede Region sich selber mit elektrischer Energie versorgt, insbesondere für den künftigen Mehrbedarf. Besonders dann, wenn sich in der Region in produktionstechnischer Hinsicht geeignete Standorte darbieten. Freundschaftliche Gesinnung gebietet es, nicht immer auf anderer Leute Kosten den eigenen Energiehunger zu stillen. Dies wäre rücksichtslos und zeugte von einer unerträglichen Überheblichkeit. *Otto Sommerer, Arlesheim*

*Leserbrief aus «Basler Zeitung», Basel, 5. Dezember 1980*

## Batterie oder Steckdose?

Zahlreiche Geräte des täglichen Gebrauches können sowohl durch Netzanschluss als auch mit Batterien betrieben werden. Welcher Stromlieferant ist energie- und geldsparsamer?

Ein Test mit Transistorradios führt zu erstaunlichen Resultaten. Die Energieaufnahme aus dem Netz schwankt bei Transistorradios je nach Dimension der Tonverstärkerstufe und der eingestellten Lautstärke zwischen 2 und 15 Watt. Ein von einer Prüfstelle errechneter Vergleich mit drei in den erwähnten Geräten am häufigsten verwendeten Monozellen ergibt beim Strombezug via Kleinbatterie – je nach deren Grösse und Stärke – einen Energiepreis von Fr. 166.– oder Fr. 337.– oder Fr. 444.– pro Kilowattstunde. Ab Steckdose (Lichtnetz) kostet die Kilowattstunde im schweizerischen Mittel 12 Rappen.

Schlussfolgerung: Entgegen einer oft gehörten Meinung ist zwar die Batterie in zahlreichen Fällen ein unentbehrliches Hilfsmittel, aber ihr Strom ist um ein Vielfaches teurer als derjenige des Lichtnetzes. *EFP*

*«Der Genossenschaftler», Brugg, 4. Dezember 1980*

## Aussergewöhnliche Karriere

Erstaunlich, diese Karriere: Mit 32 Jahren war Eduard Will Regimentskommandant und ähnlich schnell avancierte er weiter bis zum Korpskommandanten. Sein ehrgeizigstes Ziel aber war die Gründung der Bernischen Kraftwerke. Der Sohn einer Tagelöhnerfamilie mit zehn Kindern wollte die Elektrizitätsversorgung unseres Kantons nicht der Privatwirtschaft überlassen, noch sie zu einem Spielball der Politik werden lassen. Dr. h. c. Hermann Böschenstein hat die Biographie dieses aussergewöhnlichen Unternehmers geschrieben.

fwk. Im Band 34 des Vereins für wirtschaftshistorische Studien wird, ähnlich wie in einigen früheren Pionier-Biographien, das Lebensbild eines Mannes gezeichnet, der aus einfachsten Verhältnissen stammend, mit kleinstem Schulsack ausgerüstet, in die höchsten Ränge von Wirtschaft, Militär und Politik aufstieg. Die Rede ist von Eduard Will, dem Elektrizitätspionier, Gründer der Bernischen Kraftwerke, Korpskommandanten und Nationalrat, dessen aussergewöhnliche Laufbahn von Dr. h. c. Hermann Böschenstein nachgezeichnet wird. Die reich dokumentierte Schrift vermittelt etwas vom Atem einer Zeit, in der vier Unternehmungen unseres Landes noch von einzelnen starken Persönlichkeiten geprägt wurden und in der die Demokratisierung der Wirtschaft noch ein Fremdwort war. Der Verfasser zeigt den steilen Aufstieg eines Selfmade-Mannes auf, der in der Familie eines Tagelöhners von zehn Kindern aufwuchs, nur die Volksschule in Biel besuchen konnte und nach einer Lehre als Graveur von Uhrenschalen in unwahrscheinlichem Tempo eine Spit-

zenstellung in der militärischen, politischen und wirtschaftlichen Hierarchie erreichte. Der Hauptteil der Biographie ist dem eigentlichen Lebenswerk Wills, der Gründung der BKW und ihrer Entwicklung bis zum Bau des Kraftwerkes Oberhasli 1925 gewidmet. Man erlebt die lange und zähflüssige Vorgeschichte des Elektrizitätswerkes Hagneck, die Zusammenhänge mit der Jura-Gewässer-Korrektion, die Rolle der Motor AG für angewandte Elektrizität in Baden (Vorläufer der Motor Columbus) und verfolgt weiter die Entstehung des Kanderwerkes, der Kandergrund- und Lötschbergbahn, der Kraftwerke Kallnach und Mühleberg. Im Rückblick erscheint die Entstehung der BKW als ein mühevolleres Zusammensetzen von Mosaiksteinen, als ein oft reichlich verworrenes politisches Kräftespiel, bei dem Will alle Fäden fest in der Hand hielt. Sein Ziel war, die Stromversorgung im Kanton Bern nicht der Privatwirtschaft zu überlassen, gleichzeitig aber auch, sie nicht zu einem Anhängsel der Regierungstätigkeit und zu einem Spielball der Politik werden zu lassen. Die Erreichung dieses Zieles war eine wirtschaftliche und politische Leistung, deren Schwierigkeiten und Fährnisse in der Schilderung Böschensteins deutlich werden.

*«Berner Zeitung BZ», Bern, 9. Dezember 1980*

## «Nuklearstreit» entschärft

Washington, SDA. Die Zusammenarbeit auf dem nuklearen Sektor zwischen Bern und Washington klappt wieder besser. Und so werden die beiden Gesuche für die Atommüllaufbereitung aus den Werken Beznau und Mühleberg im Ausland sowie eine Wiederverkaufsbewilligung für Plutonium, die bereits im vergangenen Februar von der Schweiz gestellt wurden, «in nächster Zukunft» bewilligt werden, wie ein Verantwortlicher des amerikanischen Energiedepartements erklärte.

Gemäss dem Nichtweiterverbreitungsvertrag von Atomwaffen muss jedes Land, das Kernbrennstoff in den Vereinigten Staaten kauft, eine Genehmigung einholen, bevor es diesen in irgendeiner Form an ein Drittland weiterverkaufen kann. Die beiden Schweizer Gesuche waren blockiert worden, nachdem bekannt geworden war, dass die Schweiz den Verkauf von Material und Technologie an Pakistan nicht verhinderte, die nach Ansicht der Amerikaner für die Herstellung von Atomwaffen verwendet werden könnten.

Gleichzeitig erinnerte man in Washington daran, dass der vor einiger Zeit erfolgte schweizerische Beschluss, sich am Bau eines Schwerwasser-Kraftwerkes in Argentinien zu beteiligen, das den Nonproliferationsvertrag nicht unterzeichnet hat, bereits heftige amerikanische Reaktionen gezeitigt habe.

Nach mehreren Verhandlungen mit hochgestellten Persönlichkeiten der schweizerischen Energiepolitik – darunter Claude Zangger, Energiewirtschaft – soll es nun gelungen sein, die Zusammenarbeit wieder voll anzukurbeln. Die nun schon fast zehn Monate lang blockierten Gesuche liegen zurzeit im Weissen Haus, wo sie in Kürze unterzeichnet werden sollen.

*«St. Galler Tagblatt», St. Gallen, 10. Dezember 1980*

## La tête dans le sable

La décision du Grand Conseil du canton de Vaud de limiter de manière draconienne l'installation de chauffages électriques, même les plus économiques, est plus que confondante: elle est surréaliste.

Depuis des années, on nous «serine» avec l'absolue nécessité qu'il y a à diversifier nos sources d'énergie; le pétrole, enjeu stratégique, devient de plus en plus rare, donc de plus en plus cher. Il paraîtrait dès lors logique d'essayer de l'économiser ou de le remplacer par autre chose quand on peut le faire. Cet autre chose, aujourd'hui, c'est avant tout l'électricité, quels que soient les progrès réalisés par les énergies dites renouvelables: elle existe en quantités pour le moment suffisantes, elle n'est pas polluante, elle est produite en bonne partie en Suisse, et son coût n'est pas rédhibitoire.

Eh bien non! Pour le Grand Conseil vaudois, ce n'est pas logique. Il n'y a bientôt plus de pétrole? Banco sur le pétrole! disent nos députés: nous ne faisons qu'exécuter la volonté populaire.



La volonté populaire a bon dos. On rappellera à ces messieurs et dames, si besoin est, que gouverner, c'est aussi prévoir. Or s'il est un domaine où il serait peut-être bon de prévoir, c'est bien celui de l'énergie. Si par malheur nous devions être brusquement privés de pétrole pour nous chauffer, le peuple reprocherait à bon droit leur coupable imprévoyance à nos élus, qui ont préféré s'abriter derrière le flou d'une votation populaire, plutôt que de prendre leurs responsabilités.

Mais certes, il est plus commode de se laisser emporter par le courant du moment plutôt que d'y résister. Car la manœuvre est claire: ce qui s'est passé hier au Grand Conseil n'est qu'une péripétie de la lutte antinucléaire que mènent les écologistes et la gauche socialiste. Il est dommage que les autres aient cru

devoir s'aligner, d'autant que c'est à eux que l'on demandera des comptes en cas de malheur.

Le canton de Vaud avait la possibilité de se donner une loi sur les économies d'énergie qui eût pu être exemplaire. En cédat à des manœuvres politiciennes et à la mode du moment, le Grand Conseil en a fait une loi non seulement incertaine sur le plan du droit, mais encore incohérente: on ne peut pas vouloir à la fois économiser l'énergie, et refuser la seule diversification réaliste.

Nous prenons volontiers le pari qu'avant longtemps, cette loi devra être amendée en catastrophe, parce que les événements – et le peuple! – l'exigeront.

Philippe Barraud

«Gazette de Lausanne», Lausanne, le 10 décembre 1980

## Statistische Mitteilungen – Communications statistiques



### Landesindex der Konsumentenpreise – L'indice suisse des prix à la consommation

	Januar Janvier	Februar Février	März Mars	April Avril	Mai	Juni Juin	Juli Juillet	August Août	Sept.	Okt. Oct.	Nov.	Dez. Déc.
Totalindex/Indice total 1979	101,4	102,5	103,0	103,3	103,7	105,1	105,4	105,2	105,7	105,6	106,0	106,2
1980	106,5	106,7	107,0	107,5	108,2	108,5	108,9	109,6	109,7	109,5	110,5	

Jahresdurchschnitt 1979 – Moyenne annuelle 1979: 104,4 (Sept. 1977 = 100)

### Grosshandelspreisindex – L'indice suisse des prix de gros

	Januar Janvier	Februar Février	März Mars	April Avril	Mai	Juni Juin	Juli Juillet	August Août	Sept.	Okt. Oct.	Nov.	Dez. Déc.
Totalindex/Indice total 1979	143,0	145,1	145,6	146,8	148,5	149,2	149,0	148,8	149,8	150,2	151,8	151,9
1980	153,0	153,6	155,0	156,0	155,7	155,8	156,2	155,9	155,8	157,0	158,3	

Jahresdurchschnitt 1979 – Moyenne annuelle 1979: 148,3 (Jahresdurchschnitt 1963 = 100 – Moyenne annuelle 1963 = 100)

### Mittlere Marktpreise – Prix moyens

Flüssige Brenn- und Treibstoffe – Combustibles et carburants liquides

		November 1980 Novembre 1980	Vormonat Mois précédent	Vorjahr Année précédente	
Bleibenzin <sup>1)</sup>	Benzine pure/Benzine éthylée <sup>1)</sup>	Fr./100 l	110.—	103.—	105.—
Dieselöl für strassen- motorische Zwecke <sup>2)</sup>	Carburant Diesel pour véhicules à moteur <sup>2)</sup>	Fr./100 kg	126.40	119.90	119.70
Heizöl Extraleicht <sup>2)</sup>	Huile combustible légère <sup>2)</sup>	Fr./100 kg	60.80	53.90	53.40
Heizöl Mittel <sup>2)</sup>	Huile combustible moyenne (III) <sup>2)</sup>	Fr./100 kg	—	—	—
Heizöl Schwer <sup>2)</sup>	Huile combustible lourde (V) <sup>2)</sup>	Fr./100 kg	44.—	35.—	32.80

<sup>1)</sup> Konsumenten-Zisternenpreise, franko Schweizer Grenze Basel, verzollt inkl. Wust, bei Bezug in einzelnen Bahnkesselwagen.

<sup>2)</sup> Konsumenten-Zisternenpreise (Industrie), franko Basel-Rheinhafen, verzollt exkl. Wust.

<sup>1)</sup> Prix citerne pour consommateurs, franco frontière suisse Bâle, dédouané, ICHA compris, par commande d'au moins 1 wagon-citerne d'environ 15 t.

<sup>2)</sup> Prix pour consommateurs, franco Bâle-port, dédouané, ICHA non compris.